

Bella Ciao, la mondialisation commerciale d'un antifascisme

PAR NICOLAS CHEVASSUS-AU-LOUIS
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 3 AOÛT 2018

Troisième épisode de notre plongée dans la longue histoire de l'air italien le plus connu au monde, à l'heure où l'extrême droite est de retour



Statue à la mémoire des partisans sur une place de Parme. © Hélène Staes

au pouvoir à Rome. Où l'on découvre que le thème de *Bella Ciao* remonte à la Renaissance, et que cette longévité semble gage de postérité en de multiples avatars.

À propos de la vie politique italienne des années 1960, la science politique évoque un « paradigme antifasciste ». Toutes les organisations politiques pouvaient y participer, à condition qu'elles aient pris part à la lutte antifasciste des années 1943-1945. C'est ce paradigme qui a longtemps expliqué l'exclusion du Mouvement social italien (MSI, issu du fascisme) de la vie politique italienne, confirmée par l'échec d'une tentative d'alliance avec la Démocratie chrétienne en 1960.

Entre forces antifascistes, le partage des pouvoirs était de fait immuable : à la Démocratie chrétienne et ses alliés (dont le Parti socialiste à partir de 1961) le gouvernement. Au Parti communiste italien (PCI) ses bastions municipaux du Nord et la direction de l'opposition parlementaire. C'est ce *statu quo* qui est remis en cause à la fin des années 1960, quand émerge une contestation à gauche du PCI, qui va mener aux années de plomb des terrorismes croisés de l'extrême gauche et de l'extrême droite. Cette époque prendra fin avec l'apparition, sans changement de constitution, d'une seconde République italienne dans les années 1990, marquées par la disparition du PCI, l'irruption de Silvio Berlusconi en politique, et la nouvelle respectabilité des héritiers du fascisme.

Tout au long de ces bouleversements, *Bella Ciao* et la mémoire construite de la Résistance se retrouvent à nouveau en première ligne.

On a laissé Roberto Leydi à la fin de notre dernier épisode, comme journaliste musical et découvreur de Giovanna Daffini et de sa version mondine de *Bella Ciao*. En 1973, Leydi entame une nouvelle carrière lorsqu'il est élu professeur d'ethnomusicologie à l'université de Bologne, alors une des villes les plus rouges du pays, dans une Émilie-Romagne particulièrement sensible à la mémoire de la Résistance (un tiers de la soixantaine de musées italiens consacrés à la Résistance sont dans cette région, marquée autant par l'action des *partigiani* que par la violence des représailles des nazis et des fascistes). Une partie des recherches de Leydi est alors consacrée à mettre au jour les origines de *Bella Ciao*.

La mélodie reste une énigme. Il est possible qu'elle soit reprise d'un thème klezmer (écouter ci-dessus), mais rien n'est certain à ce sujet. En revanche, les racines des paroles sont retracées avec précision par Leydi, qui fait remonter l'idée de cette tombe à fleurir aux nombreuses variations de *Fior di Tomba*, classique du folklore italien, décliné en comptine pour enfants ou en chanson tragique.

Une version de *Fior di Tomba* remonte même à un chant de la Renaissance importé de France : la *Complainte de la dame à la tour*, identifié dès 1536 en dialecte piémontais, à une époque où les armées du roi de France envahissaient régulièrement le nord de l'Italie. « *Le thème commun à toutes ses versions est toujours le drame de l'amour qui mène à la mort. Une femme souhaite épouser un prisonnier. Mais ce dernier est condamné à mort et l'exécution aura lieu le lendemain* », résume le linguiste et chanteur Carlo Pestelli dans *Bella Ciao. La Canzone della libertà* (ADD Editore 2016, non traduit).

Voici donc *Bella Ciao*, par les érudits travaux de Roberto Leydi, inséré dans une histoire plus longue encore de l'Italie. Et surtout bien moins politique.

Et Giovanna Daffini ? L'ancienne « mondine » (ouvrière saisonnière des rizières) multiplie les versions, jusqu'à son décès en 1967. Tantôt elle aurait

chanté son *Bella Ciao* des rizières avant guerre, tantôt après. Dans son livre *Guerra, guerra ai palazzi e alle chiese* (Odradek, 2003, non traduit), Cesare Bermiani, un ancien des *Nuovo Canzoniere Italiano*, donne le fin mot de l'histoire. Comme il le résume en empruntant une citation à l'historien britannique Eric Hobsbawm, l'histoire que l'on raconte dans les années 1960 de *Bella Ciao* n'est rien d'autre que « *l'invention d'une tradition* ».

Irrité par la notoriété soudaine de Giovanna Daffini, Bermiani rapporte qu'un ancien ouvrier agricole, Vasco Scansani, écrit à *L'Unità*, quotidien du PCI, pour affirmer qu'il a composé en 1951 les paroles de l'air des mondines... Ce que ne conteste pas la chanteuse, qui n'en est pas à une palinodie près. Il est vrai que l'on comprenait mal pourquoi une mondine se serait adressée à une *bella* pour chanter ses malheurs. *L'Unità* tarde à publier la lettre de Scansani. « *Se non è vero, è bene trovato* » (si ce n'est pas vrai, c'est bien dit), semble admettre la gauche italienne, attachée à la belle fable de l'origine prolétarienne des paroles de *Bella Ciao*.



Statue à la mémoire des partisans sur une place de Parme. © Hélène Staes

La question de l'héritage de la Résistance devient plus brûlante que jamais dans les années 1970. Les innombrables groupes d'extrême gauche qui se lancent dans le terrorisme insurrectionnel, souvent résumés aux seules Brigades rouges, ont en partage la filiation revendiquée avec les *partigiani*. « *La résistance ne fut pas tricolore mais rouge* », est un de leurs slogans, dénonçant l'union nationale (les trois couleurs du drapeau italien) autour de la *Resistenza* défendue par le PCI. Tout l'imaginaire des groupes d'extrême gauche armés signale leur imprégnation par l'imaginaire de la *Resistenza*. L'un d'eux se nomme ainsi GAP, détournant le sigle des *Gruppi di Azione*

Patriottica, une des branches urbaines de la résistance communiste, en *Gruppi Armati Proletari* (en lire plus ici).

Les groupes d'extrême gauche qui apparaissent dans les années 1970 ne sont pas les seuls à se référer aux deux années de lutte armée contre le « *nazifascismo* », selon le terme consacré en Italie. L'État lui-même se prend d'une frénésie commémorative. Selon les décomptes de l'historien britannique Philip Cooke dans *The Legacy of the Italian Resistance* (Palgrave Macmillan, 2011, non traduit), 62 monuments commémoratifs sont inaugurés entre 1969 et 1975, dont 23 cette seule dernière année.

Amnésie historique et produit de marché

Le 8 juillet 1978, l'ancien partisan Sandro Pertini est élu à la présidence de la République, deux mois après l'assassinat du dirigeant démocrate-chrétien Aldo Moro par les Brigades rouges, alors même qu'il discutait avec le PCI un « compromis historique » qui lui aurait permis d'accéder pour la première fois depuis 1947 au gouvernement. Un Aldo Moro qui incarnait la ligne politique que chante *Bella Ciao* : celle de l'union antifasciste allant des communistes à la Démocratie chrétienne, qui fondait la première République italienne.



A Brescia, ville industrielle du nord de l'Italie, une plaque honore la mémoire des victimes (8 morts et 102 blessés) d'un attentat aveugle de l'extrême-droite en 1974 (le seul dont les responsables ont été jugés et condamnés) en même temps que la manifestation antifasciste qui a suivi. © Hélène Staes

C'est cette union qui explose dans les années 1990, avec la dislocation du PCI comme de la Démocratie chrétienne. Le premier ne se remet pas de l'effondrement de l'Union soviétique. La seconde tombe sous les coups des enquêtes *Mani pulite* (Mains propres) du parquet anti-corruption de Milan.

« Dans les années 1990, le paradigme de l'antifascisme et la pratique qui en découlait ont été balayés, car les partis qui en étaient les inspireurs, de même que ceux qui en étaient exclus, ont pour la plupart disparu ou changé d'identité », souligne l'historien Aldo Agosti dès 2002.

Une analyse que confirme aujourd'hui l'historien britannique Philip Cooke : « Il est clair que l'État italien comme les principaux partis politiques ne s'identifient plus à la Résistance comme ils le faisaient jusque dans les années 1980. » Sans que la Constitution ne soit modifiée, une seconde République italienne émerge, marquée par un jeu des partis totalement différent. Le PCI, de scission en scission, disparaît, et avec lui la gauche héritière de la Résistance. Dans le même temps, le champ politique se déplace à droite, jusqu'à laisser entrer le Mouvement social italien, héritier direct du fascisme et personnifié par Gianfranco Fini, au gouvernement en 1994.

Si la première République était née de l'antifascisme, la seconde naît sous les auspices de la télé réalité berlusconienne. L'amnésie historique débute. « Pour la plupart des Italiens, le jour férié du 25 avril, qui célèbre l'entrée des partisans dans Turin et Milan, marque le début des barbecues et de la saison des pique-niques à la campagne », constate l'historien Paolo Pezzini, qui dirige le réseau des Istituti Storici della Resistenza e dell'Età Contemporanea. L'historiographie de la *Resistenza* s'en ressent : on se met à critiquer sa marginalité, à décrier son isolement ou sa violence, à fustiger l'omniprésence des communistes.

Cette disparition de la Résistance comme obligation politique autorise la transformation de *Bella Ciao* en produit de marché. La chanson était de longue date mondialisée, mais au sein du monde communiste. On en connaissait ainsi des versions chinoises, cubaines ou vietnamiennes. Durant les années 1990, *Bella Ciao*

se transforme en hymne festif, dépourvu de toute racine historique. On peut ainsi voir les supporters du club de football danois de Brøndby l'adopter et Woody Allen, moins connu comme clarinettiste que comme cinéaste, en faire un tube de son New Orleans Jazz Band (voir ci-dessous), ou encore des chanteurs aussi différents que le post-punk Thomas Fersen ou le post-Yougoslave Goran Bregovi# l'intégrer à leur répertoire.

Le site antiwarsongs.org recense pas moins de quarante adaptations de *Bella Ciao*, y compris en kurde, en tagalog (parlé aux Philippines), ou en breton. Toutes ces versions ont en commun de proposer une interprétation sans politique aucune de l'hymne emblématique. En Italie, cependant, la chanson reste marquée politiquement, à travers les interprétations des Modena City Ramblers (qui ont également enregistré *Fischia il vento*) ou des *Materiale resistente*, dont l'intitulé suffit à comprendre l'orientation politique.

Tel est le résultat de la mondialisation de *Bella Ciao*. On connaît partout la chanson, mais rares sont ceux qui en connaissent l'histoire. Pourtant, dans l'Italie d'aujourd'hui gouvernée par l'extrême droite, *Bella Ciao* reste un point de repère pour les opposants qui restent fidèles aux valeurs de la *Resistenza*. Qu'en pense Matteo Salvini, l'omniprésent ministre de l'intérieur italien, dirigeant de l'extrême droite de la Ligue ? Son maillot siglé « Pisa Ciao/Masso Ciao / Siena Ciao », célébrant trois victoires électorales de sa Ligue dans des municipalités historiquement de gauche donne une idée de sa faculté à détourner l'hymne.

Le dernier épisode de notre série montrera que *Bella Ciao* reste toutefois le dernier symbole de l'antifascisme d'une Italie amnésique où les années Mussolini en viennent à devenir une référence pour une certaine jeunesse.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.